

Les Etats membres de l'Union Africaine se retrouvent à Syrte

Les 53 pays membres de l'Union Africaine se sont retrouvés les 4 et 5 juillet à Syrte en Libye pour le cinquième sommet de l'organisation. A cette occasion, les responsables africains se penchaient sur le problème de l'endettement et sur l'Aide publique au développement. Dans la perspective du sommet du G8 commençant le 7 juillet, le sommet a permis de définir les priorités africaines dans ces domaines. Selon John Kufuor, président du Ghana, l'UA espérait « une annulation totale de la dette, une augmentation de l'aide, un commerce équitable et que les promesses soient tenues ». Il a également été question du rôle de l'UA dans le règlement des conflits, de la position du groupe sur la réforme de l'ONU et de la mise en place des « Etats-Unis d'Afrique ». Sur ce dernier point, la Libye et le Sénégal ont demandé la création de ministères africains. Il semble que cette proposition ait reçu un écho positif de la part des autres membres. Les dirigeants se sont engagés à donner une nouvelle dynamique à l'intégration africaine pour que le continent retrouve une place importante au niveau international. De l'avis de la plupart des observateurs, cette réunion a été marquée par la cohésion existant entre les Etats africains dans la majorité des décisions. « Il souffle aujourd'hui sur le monde un vent en faveur de l'Afrique, ce n'est pas un effet de mode mais un mouvement sincère » selon Alpha Oumar Konaré, le président de la commission de l'UA, évoquant le G8.

Bush dit vouloir mettre fin aux subventions agricoles

Lundi 4 juillet à la télévision britannique (ITV), Georges W. Bush a annoncé que les Etats-Unis étaient prêts à renoncer aux subventions agricoles si les Européens faisaient de même. En parlant de ce démantèlement, il a déclaré que « si nous réussissons à libéraliser totalement le commerce, et si les marchés occidentaux sont ouverts aux pays africains, cela leur réussirait tellement qu'il n'y aurait plus besoin de leur verser d'aides ». Bush a confirmé ses déclarations à l'issue d'un tête à tête avec Tony Blair le 7 juillet, lors du G8, en appelant à un accord pour l'élimination des subventions agricoles à l'exportation d'ici 2010.

G8 : les résultats pour l'Afrique

La réunion du G8, qui s'est tenue du 7 au 8 juillet 2004 à Gleneagles (Ecosse), mettait en avant deux thèmes de discussion principaux : la lutte contre le réchauffement climatique et le développement africain. Concernant ce dernier point, les discussions annoncées ont abouti aux résultats suivants :

- l'augmentation de l'aide internationale : les huit pays du groupe se sont engagés dans ce domaine à doubler l'Aide publique au développement (APD) à 50 milliards par an d'ici à 2010. L'Afrique devrait recevoir la moitié de ce montant, soit deux fois plus qu'actuellement. Il existait également un espoir de voir les huit s'accorder sur une augmentation de leur contribution à l'APD à hauteur de 0,7% de leur PNB, mais les Etats-Unis ont refusé un tel accord. Ils se sont engagés par contre à porter la part de leur PNB consacrée à l'APD à 0,16% d'ici 2010. Les Européens ont décidé de monter la part de l'APD à 0,56% de leur PNB d'ici 2010 et 0,7% d'ici 2015.
- l'annulation de la dette : les huit sont restés sur l'accord signé le 11 juin dernier (cf. lettre hebdo n°83) sur l'annulation d'une part de la dette multilatérale accordée à 18 pays faisant partie des pays les plus endettés, pour un montant de 40 milliards de dollars.
- la suppression des subventions à l'exportation des produits agricoles : la déclaration finale du G8 y fait référence en appelant à « éliminer toutes les formes de subventions à l'exportation » à une « date crédible ». Cette déclaration renvoie aux engagements pris au sein de l'OMC qui seront débattus lors de la conférence de Hong Kong. Plus largement, les huit pays se sont engagés à faciliter l'insertion de l'Afrique dans le marché international en favorisant le renforcement de ses capacités exportatrices.

Le président Nigérian, Olusegun Obasanjo, qui était invité au G8 de Gleneagles, a parlé de « grand succès » pour l'Afrique en évoquant ces décisions. Néanmoins, de nombreux observateurs s'attendaient à des engagements plus importants de la part des huit pays les plus industrialisés. Les espoirs reposaient notamment sur un effacement de la dette plus important.